

I. Contexte et justification

Le processus actuellement en cours dans la plupart des pays en développement consécutif à la baisse de la fécondité et de la mortalité, entraînant par la même occasion des modifications dans la structure par âge des populations offre à ces pays ce qu'il est convenu d'appeler « fenêtre d'opportunité » pour booster leur développement socio-économique. En effet, les modifications dans la structure par âge des populations, avec de moins en moins de personnes à charge (enfants et vieux) et de plus en plus de jeunes adultes, sont susceptibles d'offrir aux ménages et aux Etats une opportunité dans la réduction des dépenses de consommation, laquelle permet de booster l'épargne, les investissements et partant, le développement.

Toutefois, pour pouvoir tirer profit de cette « fenêtre d'opportunité » qui s'offre à eux, les pays doivent réaliser un certain nombre d'investissements sociaux et économiques sur cette masse de plus en plus nombreuse des jeunes adultes. A défaut de tous ces investissements, cette dernière risque de constituer plutôt un goulot d'étranglement, un frein au processus d'amélioration des conditions de vie de population. La République Démocratique du Congo, à l'instar d'autres pays en développement, n'échappe pas à cette tendance générale. De là, les questions que se propose d'aborder cette étude consistent notamment à se demander à quelle étape se situe la République Démocratique du Congo dans le processus de transformation de la structure par âge de sa population ? Comment, en regard de sa situation démographique, la République Démocratique du Congo, peut-elle tirer profit de cette « fenêtre d'opportunité » qui s'offre à elle ? Sur quel levier doit-elle appuyer prioritairement pour que sa jeunesse de plus en plus nombreuse constitue un atout pour son développement socio-économique ?

L'hypothèse centrale sur laquelle repose cette étude postule que pour que la RDC, à l'instar d'autres pays en développement, tire profit du processus de modification de la structure par âge de sa population en cours, elle doit réaliser des investissements stratégiques dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la gouvernance économique et politique. Il s'agira notamment d'améliorer la qualité de l'éducation, d'accroître la scolarisation au secondaire, à l'université, de développer l'enseignement professionnel, particulièrement pour les jeunes filles et les femmes, d'améliorer la santé des enfants et des jeunes, grâce à l'amélioration de la nutrition et de la vaccination et à la révolution contraceptive (à travers notamment la promotion d'un accès continue des jeunes et des adolescents au service de santé, y compris la SR et la PF, de retarder la maternité, d'assurer une transition à la vie adulte saine et productive), de promouvoir un mode de gouvernance politique et économique qui garantisse la participation de la population dans les grandes options politiques et économiques, etc.

II. Données et Méthodes

Pour répondre à cette série des questions et vérifier les hypothèses qui s'y rattachent, plusieurs sources des données seront utilisées. Il s'agit notamment des enquêtes du type 1-2-3

de 2005 et de 2012, des Enquêtes Démographiques et de Santé de 2007 et de 2013-2014 et de l'Enquêtes MICS 2010¹.

Pour analyser ces données, plusieurs techniques et méthodes d'analyse des données socio-démographiques seront mobilisées, dépendant à la fois des objectifs de l'étude, de la nature et du nombre des modalités de la variable dépendante, de la nature et du nombre des variables indépendantes, etc. C'est ainsi qu'à côté des analyses descriptives traditionnelles (analyses des fréquences et des proportions, analyse graphique, calcul de certains indicateurs agrégés), il sera procédé aux analyses bivariées, notamment l'analyse de chi-carré, la corrélation, la régression linéaire et logistique, mais aussi des analyses multivariées, avec l'analyse de correspondance multiple et la régression logistique multivariée, etc.

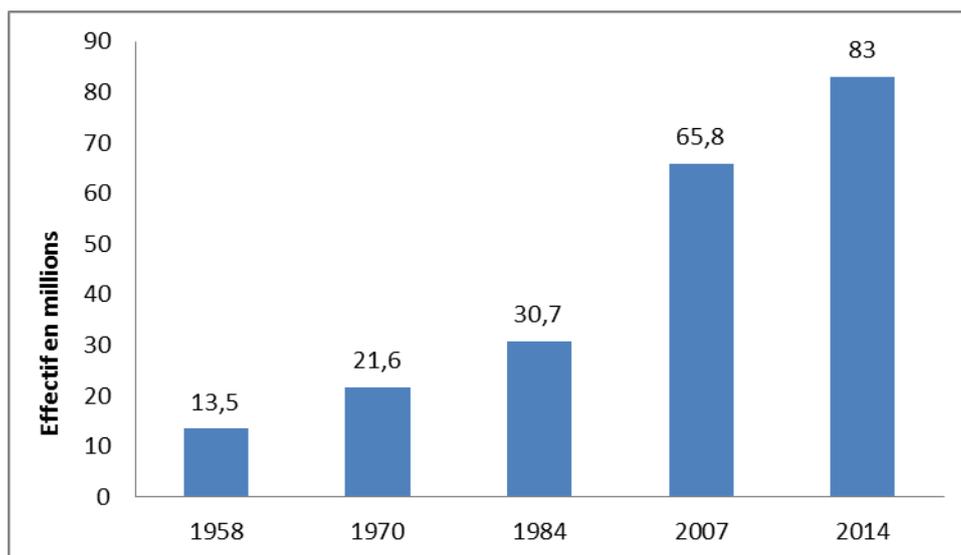
III. Quelques résultats préliminaires

a) Evolution de l'effectif de la population congolaise et transition de la fécondité

En rapport avec l'évolution de l'effectif de sa population, même si les estimations de 2007 et de 2014 restent approximatives du fait de l'absence de recensement, la figure 1 indique que la population congolaise a presque sextuplé en près de 60 ans, passant de 13,5 millions en 1958 à près de 83 millions en 2014. Cet accroissement rapide de la population serait lié à la fécondité élevée, elle-même liée à certaines pesanteurs socio-culturelles, notamment les mariages et les relations sexuelles précoces, l'exaltation d'une fécondité nombreuse, la faible utilisation de la contraception moderne, la pauvreté des ménages, la faible instruction, particulièrement des filles, etc.

Fig. 1 : Evolution de la population congolaise de 1958 à 2014

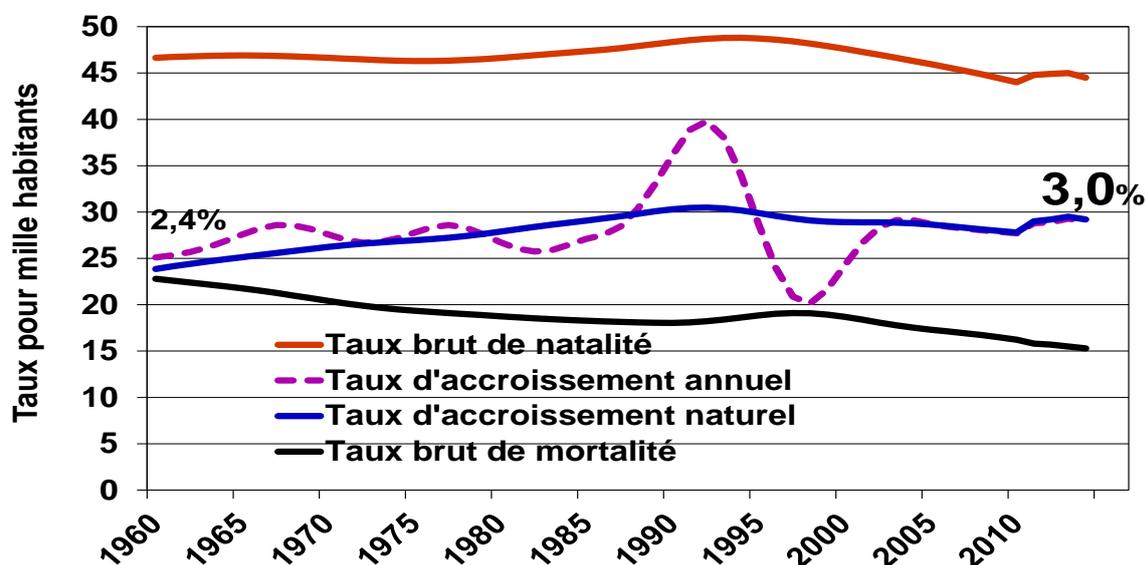
¹ Les enquêtes du type 1-2-3 portent sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages. Elles visent notamment à mesurer les conditions de vie des ménages pour l'analyse de la pauvreté et des progrès réalisés pour la réduire. Elles mesurent aussi l'ampleur du secteur informel pour une meilleure lecture de l'économie du pays. Financées par Macro-international, les Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) sont des enquêtes à couverture nationale qui visent notamment à calculer les indicateurs démographiques essentiels (taux de fécondité, taux de mortalité infantile, taux de mortalité infanto-juvénile, taux de mortalité maternelle, taux de mortalité générale, etc.), à analyser les facteurs directs et indirects associés aux niveaux et tendances de ces indicateurs et à mesurer les niveaux de connaissance et de pratique contraceptive, etc. Les Enquêtes MICS (Multiple Indicators Cluster Survey), généralement financées par l'UNICEF, elles visent à évaluer la situation des enfants et des femmes en ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile, infanto-juvénile et l'amélioration de la santé de la reproduction, les connaissances, attitudes et pratiques sur les IST et le VIH/SIDA.



Sources : Enquête démographique de 1958, Recensement administratif de 1970, Recensement scientifique de la population de 1984 et projections de l'Institut National de la Statistique de 2007 et de 2014.

En rapport avec la transition de la fécondité, la Figure 2 indique que la RDC n'a pas encore véritablement amorcé la deuxième phase de sa transition démographique relative à la baisse de la fécondité et à la modification de la structure par âge. La baisse de la fécondité y est lente, entraînant une accélération de l'accroissement démographique.

Fig. 2 : Evolution des taux de natalité, d'accroissement naturel et annuel de la population congolaise de 1960 à 2014



a) Transition à la vie adulte et transition formation-emploi des jeunes congolais

Il est généralement admis que l'une des conditions majeures pour qu'un pays puisse tirer profit du dividende démographique consiste à assurer des conditions de vie décentes de la masse de plus en plus nombreuse des jeunes adultes sortant de l'enfance et du système

scolaire pour entrer dans la vie adulte et dans le monde de l'emploi. Pour cela, il faut, d'une part, garantir une transition réussie entre l'enfance et l'âge adulte, notamment à travers l'entrée à la vie sexuelle et reproductive, et d'autre part, assurer une transition adéquate entre la fin de la scolarité et l'emploi. Quelle est alors la situation des jeunes congolaises et congolais en rapport avec la transition à la vie adulte et la transition école-emploi ?

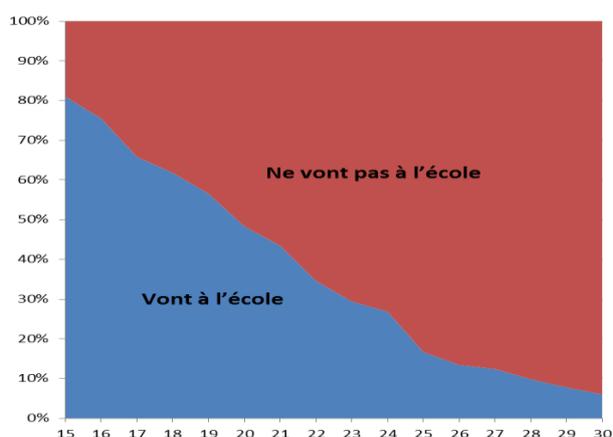
Pour ce qui est de l'entrée à la vie sexuelle, les données du Tableau 1 indiquent que pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans au moment de l'enquête, presque autant des filles que des garçons (20 % et 19 % respectivement) ont eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 15 ans exact, pendant que seuls 29 % et 35 % respectivement n'ont pas encore eu des rapports sexuels avant 15 ans exacts. Lorsque l'on passe des âges de 25 à 29 ans, les proportions des filles et des garçons qui ont déjà eu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans exacts s'élèvent à 25 % et 15 % respectivement. Les filles entreraient donc dans la vie sexuelle relativement plus nombreuses et plus tôt que les garçons.

Tableau 1 : Pourcentage des jeunes qui ont déjà eu leur premier RS avant l'âge exact de :

Age actuel	15 ans		18 ans		Age médian		Pas encore de RS	
	F	H	F	H	F	H	F	H
15-24	20	19	-	-	-	-	29	35
25-49	24	15	65	54	17	18	0,5	1

Source : Données tirées de l'Enquête Démographique et Santé de la RDC de 2007.

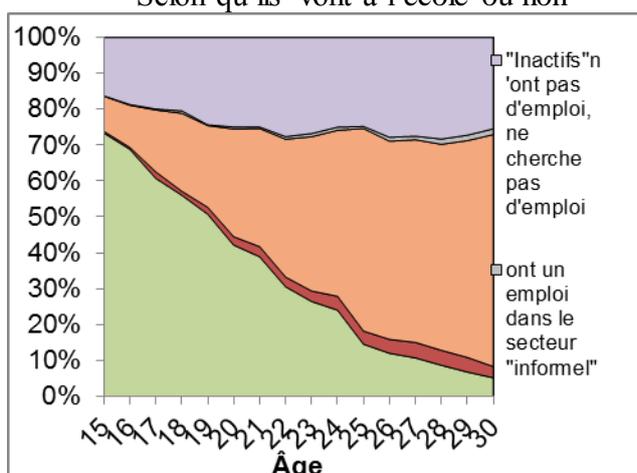
Figure 3 : Proportion des jeunes de 15-30 ans Selon qu'ils vont à l'école ou non



Source : Graphique élaboré par l'auteur à partir de l'enquête 1-2-3.

En rapport avec la transition école-emploi et s'appuyant sur les données de l'enquête 1-2-3 et considérant uniquement les jeunes de 15 à 30 ans, on observe à partir de la Figure 3 qu'à 15 ans exacts, que plus de 80 % de jeunes congolais sont encore aux études, même si la proportion de ceux qui ne vont plus à l'école n'est pas négligeable (près de 1 jeune sur 5). La proportion de ceux qui sont encore à l'école baisse régulièrement avec l'âge. Ainsi, à 30 ans exacts, seuls un peu moins de 10 % continuent encore à aller à l'école. Que font alors ceux qui ne sont plus à l'école ? Ont-ils trouvé de l'emploi ?

Figure 4 : Proportion des jeunes de 15-30 ans Selon qu'ils vont à l'école ou non



Source : Enquête 1-2-3

A 30 ans, près de 60 % de jeunes congolais qui ont déjà quitté l'école ont un emploi dans le secteur moderne de l'économie contre près de 20 % qui sont inactifs, découragés après avoir cherché sans succès un emploi durant plusieurs années. Cette situation d'ensemble masque des réalités en termes notamment des types d'emploi, de milieux de résidence, le sexe, etc. Ce à quoi va s'atteler la suite des analyses dans cette étude.

IV. Suite des analyses

Plusieurs analyses restent à réaliser pour atteindre les objectifs de cette étude. Il s'agira, à la lumière des analyses descriptives préliminaires qui viennent d'être présentées, de les désagréger selon certaines caractéristiques socio-démographiques, notamment le sexe, le milieu de résidence, etc., mais aussi et surtout, de passer aux modèles multivariés, à travers plusieurs scénarii et hypothèses, pour dégager le lien entre l'évolution de structure par âge de la population congolaise et le développement socio-économique du pays.